

PREVENTION DES INONDATIONS : « Pourquoi prévenir l'inondation ? », un recueil de témoignages d'élus. Des Maires, qui pour la plupart ont vécu des inondations, racontent.

ORLEANS – 21 Novembre 2011 - : Alors que les inondations d'octobre dernier dans le Sud de la France rappellent qu'il s'agit du premier risque naturel dans notre pays, le CEPRI (Centre Européen de Prévention du Risque Inondation) ajoute à ses guides méthodologiques, un recueil de témoignages de maires intitulé : « Pourquoi prévenir le risque d'inondation ? ».

Cette nouvelle parution s'ajoute à une collection de plusieurs guides et rapports sur le sujet et témoigne une fois encore, du concours du CEPRI à la réflexion et à l'action des collectivités territoriales et de l'Etat pour prévenir le risque d'inondation. Avec le soutien de l'AMF et du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, cette publication se fait ainsi l'écho de la mise en œuvre de la directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007 transposée par la Loi Grenelle II, laquelle interpelle les autorités publiques sur « les conséquences négatives potentielles d'inondations futures ». Avec ce guide, le CEPRI invite tous les acteurs de terrain à mieux comprendre l'esprit de la directive communautaire et à changer de regard sur les inondations. Doit-on nier l'inondation parce qu'on ne l'a pas vécue ? Une façon d'interpeller les décideurs est de leur faire prendre conscience des impacts qu'une inondation peut avoir sur leur territoire.



Les maires cités font état de leur expérience, de leurs difficultés et de leurs réussites. Tous les types d'inondations sont abordés (débordement de cours d'eau lié à une crue lente ou rapide, rupture de digue, submersion marine, ruissellement pluvial, coulée de boue, remontée de nappe...). Ce nouveau guide du CEPRI apporte un éclairage particulier sur les actions à mener et les outils réglementaires et techniques à disposition des élus locaux. Cet ensemble de témoignages traduit une véritable culture du risque partagée par les élus dans le but de répondre à un même objectif : réduire la vulnérabilité des territoires face aux conséquences d'une inondation.